

ATIONS UNIES
SSEMBLEE
ENERALE



Distr.
GENERALE
A/4082/Add.5
15 avril 1959
ORIGINAL : FRANCAIS

Quatorzième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES :
RESUMES ET ANALYSES DES RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUEES EN
VERTU DE L'ARTICLE 73 e DE LA CHARTE. RAPPORT DU
SECRETAIRE GENERAL

Territoires de l'Afrique orientale

COTE FRANCAISE DES SOMALIS^{1/}

^{1/} Conformément à la résolution 1332 (XIII) de l'Assemblée générale, ce résumé est également soumis au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

NOTE : Les signes employés dans le présent document sont les suivants :

Points de suspension (...)	Pas de renseignements
Tiret (-)	Importance nulle ou négligeable
Barre oblique (1948/1949)	Campagne agricole ou exercice financier
Trait d'union (1948-1949)	Moyenne annuelle

/...

INFORMATIONS GENERALES

La Côte française des Somalis a une superficie d'environ 22.000 km². Elle comprend une zone côtière de 800 kms de longueur le long du golfe d'Aden et de la baie de Tadjourah et à l'intérieur une série de bassins fermés au milieu de plateaux et de chaînes basaltiques. La population totale, population flottante comprise, s'élevait en 1956 à 67.160 habitants dont 63.000 autochtones alors qu'elle comprenait approximativement 45.000 habitants en 1946 dont 43.000 autochtones. La population autochtone est répartie entre trois races principales : les Danakils, les Somalis et les Arabes.

Des mouvements migratoires viennent chaque année modifier la situation démographique. En 1956 on a compté 43.028 arrivées et 38.255 départs représentant un accroissement de 4.773 habitants.

	<u>1946</u>	<u>1951</u>	<u>1956</u>
Population européenne et assimilée	1.996	2.386	4.364
Population autochtone	42.780	59.268	62.896

CONDITIONS ECONOMIQUES

La prospérité de la Côte française des Somalis dont l'arrière-pays est pauvre et désertique est liée essentiellement à son rôle d'escale dans le commerce international. En vue de développer ce rôle, un décret du 16 avril 1949 a constitué en "territoire franc" la Côte française des Somalis, supprimant le régime douanier, et le territoire a été doté le 21 mars 1949 d'une monnaie particulière, le franc Djibouti^{2/} rattaché au dollar des Etats-Unis dont l'émission est garantie à 100 pour cent par un fonds de couverture en dollars des Etats-Unis. Sa définition en or est de 0 gr. 414 d'or fin pour 100 francs Djibouti et il est librement convertible en monnaie étrangère.

L'économie du territoire reposant donc pour la plus grande part sur sa fonction de zone de transit, les principaux efforts ont porté durant la décade 1946-1956 sur le développement de l'infrastructure portuaire, ferroviaire et aérienne.

Des travaux importants ont permis de renouveler l'équipement et de moderniser les installations du port de Djibouti. Le tonnage des marchandises manutentionnées

^{2/} De 1949 à 1957, un dollar des Etats-Unis vaut 214,30 francs Djibouti, 1 franc Djibouti valant 1,64 franc métropolitain.

dans le port est passé de 149.000 tonnes en 1946 à 850.000 tonnes en 1955 et 731.000 tonnes en 1956; le nombre de navires entrés est passé de 1.098 en 1945 à 1.767 en 1955. De même le chemin de fer franco-éthiopien branché sur le port de Djibouti, dont le rôle est essentiellement d'assurer le trafic en lourd d'Addis-Abéba à la Côte, a bénéficié d'améliorations notables en matériel et équipement, lui permettant de s'adapter au rythme de développement du trafic portuaire. A l'escale portuaire, débouché du chemin de fer franco-éthiopien, se juxtapose l'escale aérienne. Créé pendant la guerre, l'aérodrome de Djibouti a été considérablement agrandi et modernisé durant les dix dernières années. Les transports routiers ont également progressé; la longueur du réseau routier a plus que doublé de 1949 à 1956 passant de 750 kms à 1.875 kms tandis que le nombre des véhicules automobiles a triplé durant la même période (de 500 véhicules à 1.702). En matière industrielle on peut signaler, à côté de l'industrie traditionnelle du sel, l'installation d'un certain nombre de petites entreprises (fabriques de glace) et d'une filiale d'une société métropolitaine spécialisée dans les gaz liquides, acétylène et oxygène. L'énergie électrique, inexistante en 1945, a été installée de façon à satisfaire les besoins locaux limités à ceux du port et de la ville de Djibouti.

Dans l'examen de l'évolution des échanges, on doit distinguer le trafic propre au territoire, le trafic destiné à l'avitaillement des navires, enfin le trafic de transit en provenance de l'Ethiopie ou destiné à ce pays. Les échanges propres au territoire sont à la mesure de sa superficie et de sa faible population. Les importations qui s'élevaient à 37.000 tonnes en 1946 s'établissent à environ 40.000 tonnes en 1956. Les exportations, de leur côté, constituées essentiellement par le sel, ont été affectées par les vicissitudes du marché. De 34.800 tonnes en 1946 elles sont tombées à 11.300 tonnes en 1956 après avoir atteint un maximum de 155.000 tonnes en 1949. Par contre, les réexportations de produits pétroliers et combustibles minéraux solides destinés à l'avitaillement des navires ont régulièrement progressé, passant de 264.000 tonnes en 1950 à 593.000 en 1955 et 580.572 tonnes en 1956. Le trafic de transit avec l'Ethiopie, après avoir progressé de 108.000 tonnes en 1950 à 225.000 tonnes en 1953, a marqué une baisse sensible à partir de 1954 en raison de la concurrence du port d'Assab, retombant à 141.000 tonnes en 1954 et 118.000 tonnes en 1955 et 1956.

/...

Les progrès constatés dans l'économie du territoire ont pu être réalisés grâce à la mobilisation de moyens financiers importants fournis par le FIDES. Le total général des sommes mises en oeuvre par le plan depuis l'origine en 1946-1947 s'élevait au 31 décembre 1957 à 6.550 millions de francs métropolitains en autorisations d'engagements et 6.540 millions de francs métropolitains en crédits de paiement.

AGRICULTURE ET ELEVAGE

La Côte française des Somalis, bien que fertile dans certaines régions, a une production agricole limitée en raison de l'insuffisance de l'eau. Les surfaces cultivées sont insignifiantes. Elles peuvent être estimées à environ soixante-cinq hectares sur un ensemble de surfaces cultivables évaluées à 3.000 hectares, mais le potentiel du territoire en eaux d'irrigation est insuffisant à une telle mise en valeur. Il n'existe pas d'exploitations de grande culture. Les principales cultures sont situées dans l'agglomération d'Ambouli où les Arabes pratiquent les cultures maraichères sur des concessions d'étendues variables dont la superficie totale est d'environ vingt hectares. Des jardins d'essai ont été créés dans chacune des principales agglomérations; les plus prospères sont ceux de Randa et d'Ambouli. La production est en accroissement depuis quelques années grâce à l'aide financière de l'administration. Le FIDES a mis à la disposition du territoire plusieurs dizaines de millions de francs de Djibouti consacrés aux aménagements des terrains en culture et à l'amélioration des moyens d'irrigation de ces terrains. En 1957, une mission d'ingénieurs hydrologues a dressé l'inventaire des ressources hydrauliques du territoire en vue de la mise en valeur agricole future.

Les principales récoltes sont constituées par les légumes, dont la production estimée à 150 tonnes ne permet pas de subvenir aux besoins de la population, et les dattes dont la production ne dépasse pas 200 tonnes par an.

Le recensement systématique du cheptel est rendu impossible par suite des déplacements perpétuels des troupeaux. La rareté des points d'eau limite l'extension de l'élevage; les statistiques font ressortir cependant un accroissement de camelins et de caprins. En vue d'améliorer la qualité du bétail, le service de l'élevage a procédé à des campagnes de vaccination et de lutte contre

/...

les parasites, un parc de quarante et une fosses pour bains antiparasites a été construit au port de Djibouti. De même l'amélioration des pâturages a été recherchée par l'utilisation de nouvelles graminées fourragères et le forage de nombreux puits.

Assez importante quantitativement mais d'une qualité médiocre, la production animale représente pour les populations une faible source d'alimentation. Les produits animaux exportés ont dans la balance commerciale une importance non négligeable. Ils ont atteint en 1956, sous forme de peaux, animaux vivants, une valeur de 63 millions de francs de Djibouti.

	<u>Effectifs de l'élevage</u>		
	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Caprins	80.000	455.000	600.000
Ovins	50.000	78.000	78.000
Bovins	1.000	10.500	10.500
Chevalins et camelins	10	...	6.500
Anes	...	18.000	25.000

FORETS

Le seul peuplement forestier est situé dans les monts Gouda et Mabla couvrant une superficie totale d'environ 600 hectares. Il n'y a ni sylviculture, ni production de bois industriels. La production est limitée à celle du bois de chauffage qui atteint 15.000 stères annuellement et celle du charbon de bois, environ 1.000 tonnes par an.

PECHE

La pêche ne constitue qu'une ressource de faible importance, limitée surtout à l'alimentation des populations locales. Une partie de la production est cependant utilisée pour l'avitaillement des navires. Assez irrégulière, la production s'élève en moyenne à environ 550 tonnes de poisson de mer, de quarante à cinquante tonnes de crustacés (crabes et crevettes) et un faible apport de mollusques (huîtres). Les trocas et coquillages à nacre donnent lieu à un commerce d'exportation qui s'est élevé en 1956 à cinquante-neuf tonnes pour une valeur de 9.653 millions de francs de Djibouti.

/...

ENERGIE

Jusqu'en 1953, la ville de Djibouti était alimentée par une centrale thermo-électrique d'une puissance installée de 1.017 Kva. L'accroissement de la population et surtout l'équipement du port et de l'aéroport ont rendu nécessaire la construction d'une nouvelle centrale électrique, mise en service en 1953, d'une puissance de 3.600 Kva. En 1955 une centrale de 130 Kva a été installée à l'Arta et une petite centrale de 60 Kva à Dikhil. La production totale a atteint 5.761.550 kWh en 1956.

INDUSTRIE

L'exploitation du sel constitue l'industrie traditionnelle du territoire. Une société française exploite une concession de 450 hectares. La production de sel qui s'élevait annuellement à une moyenne de 60.000 tonnes est tombée à 20.000 tonnes en 1955 et 6.700 tonnes en 1956. Dans le secteur des industries chimiques, l'usine installée en 1951 fabrique le gaz liquide, principalement l'oxygène dont la production s'est élevée à 42.430 mètres cubes en 1956. Il existe aussi une industrie alimentaire pour la production de glace, de viandes congelées et des boissons gazeuses. Une société israélienne, installée depuis 1954 dans le territoire, s'est spécialisée dans l'abattage des animaux et la congélation des viandes en vue de l'exportation. Elle est équipée pour assurer le traitement de 120 tonnes par jour. Enfin un artisanat rudimentaire se consacre à la fabrication d'objets divers (bracelets, poignards, nattes, tapis) destinés à la consommation locale.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Le réseau routier comprend 75 kms de chaussées bitumées (ville de Djibouti et extérieur), 700 kms de routes à chaussée empierrée ou en terre et 1.100 kms de pistes grossièrement tracées dont 560 kms accessibles seulement à des véhicules tous terrains.

La seule ligne ferroviaire exploitée est le tronçon de la ligne française Djibouti-Addis-Abéba qui comporte 98 kms dans le territoire sur une longueur totale de 784 kms de voies métriques.

L'aérodrome de Djibouti comporte trois pistes dont une bitumée de 2.720 mètres sur quarante-cinq mètres pouvant recevoir tous les types d'avion. Fréquenté en 1947 par deux lignes aériennes seulement, l'aérodrome est maintenant relié au réseau international par de nombreuses compagnies.

/...

Un seul port existe dans le territoire, celui de Djibouti, port libre depuis le 1er janvier 1949 qui comporte six postes de mouillage et 1.685 mètres de quai.

Trafic ferroviaire

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Voyageurs (milliers)	324	485	342
Voyageurs kilométriques (millions)	35	48	43
Tonnage marchandises (1.000 tonnes)	204	303	232
Tonnage, kilomètres (millions)	105	181	117

Trafic aérien

	<u>1949</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Mouvement d'appareils (arrivées et départs)	695	2.763	3.042
Voyageurs			
Arrivées	1.593	3.154	4.920
Départs	1.705	3.222	5.001
Fret (tonnes)			
Arrivées	439	435	456
Départs	239	348	113

Trafic maritime

Port de Djibouti

(relations directes avec l'extérieur)

	<u>1949</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Nombre de navires	612	1.316	1.243
Marchandises débarquées (1.000 tonnes)	262,4	677,8	120
Marchandises embarquées (1.000 tonnes)	140,4	148,1	86,4
Passagers débarqués	-	2.891	2.546
Passagers embarqués	-	2.661	2.986

Communications

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Réseau postal			
Bureaux de plein exercice	1	1	1
Agences postales	-	4	4
Réseau télégraphique			
Bureaux télégraphiques	-	-	5
Réseau téléphonique			
Postes principaux	-	305	404
Stations radio-électriques	2	2	2

/...

FINANCES PUBLIQUES

Depuis le décret de 1952, on distingue le budget de fonctionnement et le budget d'équipement. Les dépenses de personnel représentent environ 53 pour 100 du budget de fonctionnement. Le budget d'équipement a permis de dégager chaque année des sommes relativement importantes dont le montant qui s'est élevé de 1949 à 1955 au titre des dépenses extraordinaires à 327 millions de francs métropolitains est venu s'ajouter aux dépenses du FIDES. Le budget ne bénéficie pas de subventions d'équilibre de la métropole, mais la participation financière de la métropole par la prise en charge de certaines dépenses civiles s'est élevée à environ 55 millions de francs métropolitains par année depuis 1954.

Recettes et dépenses (millions de francs Djibouti)

	<u>1950</u> (compte définitif)	<u>1953</u> (compte définitif)	<u>1956</u> (budget primitif)
Recettes ordinaires, dont	580	840	914,58
Recettes fiscales	233,9	315,6	377,6
Recettes extraordinaires	<u>252</u>	<u>306</u>	<u>286,23</u>
Total général brut des recettes	832	1.146	1.200,81
Dépenses de fonctionnement (total brut)	580	840	914,58
Dépenses d'équipement	<u>252</u>	<u>306</u>	<u>286,23</u>
Total général brut des dépenses	832	1.146	1.200,81

Plan de développement

Les règles de fonctionnement et les procédures de financement du plan de développement ont été décrites dans le résumé des renseignements relatifs à l'Afrique-Occidentale française.

Le financement est assuré par des contributions de la métropole d'une part, du territoire d'autre part. A l'origine la part de la métropole était de 55 pour 100, celle du territoire de 45 pour 100, cette dernière provenant soit de ressources permanentes ou extraordinaires du territoire, soit d'avances à long terme fournies par la Caisse centrale. La part de la métropole est ensuite passée à 75 pour 100, puis à 90 pour 100 de la dépense totale. Le tableau de la répartition

/...

des crédits par catégorie de dépenses fait ressortir que l'importance relative des dépenses d'infrastructure a légèrement diminué dans le deuxième plan passant de 52 pour 100 à 50 pour 100, tandis que l'accent est mis sur les dépenses sociales dont la proportion passe de 23 pour 100 à 27 pour 100.

BANQUES ET CREDIT

Le service de l'émission est assuré par le Trésor public qui pourvoit aux besoins de la circulation. Les opérations de banque et de crédit sont assurées par deux banques. L'ouverture d'une deuxième agence à Djibouti a eu pour conséquence un élargissement du crédit, un abaissement du tarif des opérations bancaires et de change et la rémunération des capitaux en dépôt.

Le contrôle des changes ayant été supprimé lors de la réforme monétaire du 21 mars 1949, les opérations bancaires, crédits, transferts, ne sont plus soumises à aucune restriction.

Le total des prêts de la Caisse centrale au secteur public, sous forme d'avances au territoire au titre du FIDES s'élevait au 31 décembre 1956, à 1.574 millions de francs de Djibouti.

COMMERCE INTERNATIONAL

Le décret en date du 16 avril 1949 qui approuve les traités locaux constituant en territoire "franc" la Côte française des Somalis, a supprimé par voie de conséquence la tarification et la réglementation douanière du territoire. A partir du 1er janvier 1949, les marchandises de toute origine et de toute provenance ne sont soumises à l'entrée et à la sortie à aucune restriction autres que celles d'engagements internationaux et des mesures d'ordre public. Les restrictions qui subsistent sont notamment celles prévues par la réglementation internationale sur les stupéfiants, l'or, les armes et les munitions. En outre l'exportation de bois de chauffage de provenance locale est interdite.

/...

Importations et exportations
(Quantité : en milliers de tonnes,
Valeur : en millions de francs Djibouti)

	<u>1949</u>		<u>1953</u>		<u>1956</u>	
	<u>Quantité</u>	<u>Valeur</u>	<u>Quantité</u>	<u>Valeur</u>	<u>Quantité</u>	<u>Valeur</u>
<u>Commerce spécial</u>						
Importations	68,0	1.940	64,5	2.323	40,8	1.932
Exportations	155,1	1.490	19,0	472	11,3	512
Principaux produits importés						
Produits sidérurgiques et autres ouvrages en métaux	1,9	150	7,9	726		553
Matières textiles, fils, tissus	0,8	108	12,3	211	0,8	167
Produits des industries alimentaires, boissons, tabacs	1,8	146	6,2	400	6,7	317
Produits minéraux	29,3	106	33,2	298	18,0	140
Principaux produits exportés						
Cuir et peaux	1,7	255	0,2	15	0,4	54
Sel marin	112,0	277	16,5	14	6,9	9
Café	5,3	524	-	-	-	-
Blé	1,9	28	-	-	0,2	2
<u>Avitaillement des navires</u>	265,1	593	639,7	2.365	580,6	2.134
<u>Transit direct</u>	204,7	15.395	118,0	9.091

Courants commerciaux
(en pourcentage de la valeur totale)

	<u>1949</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Origine des importations			
Zone franc	21,1	36,1	44,2
(dont France métropolitaine)	(19,7)	(31,9)	(34,6)
Zone sterling	9,0	27,0	27,1
(dont Royaume-Uni)	(4,7)	(9,3)	(9,1)
Zone dollar	6,1	12,5	10,4
Zones autres devises	...	24,4	18,3
(dont Allemagne, République fédérale)	...	(2,2)	(2,4)
(dont Pays-Bas)	...	(4,9)	(4,5)
(dont Ethiopie)	(55,3)	(5,6)	...

/...

Courants commerciaux (suite)

	<u>1949</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Destination des exportations			
Zone franc	6,4	15,5	36,1
(dont France métropolitaine)	(3,0)	(13,3)	(28,9)
Zone sterling	17,7	18,7	10,8
Zone dollar	22,4	0,4	-
Zones autres devises	...	65,4	53,1
(dont Israël)	(...)	-	(50,1)
(dont Liban)	(...)	(53,7)	-
(dont Ethiopie)	(18,3)	(...)	(...)

CONDITIONS SOCIALES

MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

Les dispositions essentielles de la loi du 10 décembre 1952 portant Code du travail, promulguée dans le territoire par un arrêté du 23 décembre 1952, ont été introduites au cours des années 1953 et 1954. Les travailleurs ont été appelés à participer à l'élaboration de cette réglementation. Une commission consultative du travail, chargée de donner son avis sur les textes d'application du Code, a été instituée le 21 avril 1953, un tribunal du travail, se substituant à l'ancien Conseil d'arbitrage, a été créé le 3 novembre 1953 et un office de la main-d'oeuvre a remplacé le 6 avril 1954 l'office du travail. Travailleurs et employeurs ont une représentation paritaire dans tous ces organismes.

Enfin l'inspection du travail et des lois sociales, qui a remplacé en juin 1952 l'ancien service du travail créé en 1934, veille à l'application stricte de la réglementation.

Situation de l'emploi

L'extension de Djibouti qui a provoqué un afflux des populations nomades vers la ville a posé un problème de la main-d'oeuvre qui a pu être en grande partie résolu par l'établissement de nombreux chantiers sur les crédits du FIDES.

La grosse masse des salariés est constituée par les "coolies" et dockers. En 1956, on comptait 8.784 travailleurs salariés sur une population active de 12.570 dans le domaine de l'économie monétaire. D'autre part, la population active attachée aux travaux de l'agriculture du type traditionnel a été estimée à 12.000.

/...

Le salaire journalier minimum du manoeuvre ordinaire est passé de 54 francs Djibouti en 1947 à 176 francs en 1953 et 211 francs en 1956. Des conventions collectives conclues en 1956 prévoient plusieurs catégories de travailleurs avec salaires hiérarchisés liés au salaire minimum pouvant atteindre jusqu'à 655 francs Djibouti par journée de travail de huit heures pour les ouvriers hautement qualifiés.

Organisations professionnelles

Le statut légal des organisations syndicales a été modifié par le Code du travail qui leur accorde toutes garanties d'indépendance et de liberté d'action. En 1956, il existait huit sections de syndicats métropolitains et deux syndicats locaux, comptant 2.800 adhérents travaillant dans le secteur public; les salariés du secteur privé étaient organisés en sept syndicats locaux groupés en une union de syndicats, totalisant 2.000 adhérents. En 1947, il n'y avait que deux organisations syndicales avec 1.600 membres.

Les conflits du travail sont soumis d'abord à une procédure de conciliation devant l'inspection du travail. En cas d'échec, les différends passent devant le tribunal du travail. La plupart des conflits ont été réglés à l'amiable, toutefois des grèves d'inégale importance ont eu lieu, notamment en 1947 (employés de chemin de fer); en 1952 (travailleurs des salines, 1.700 journées de travail perdues); en 1956 (ouvriers du bâtiment, 60.000 journées de travail perdues).

Formation professionnelle

La pénurie de la main-d'oeuvre qualifiée, notamment d'artisans et d'employés de bureau, a progressivement diminué à la suite de l'établissement en 1950 d'une école professionnelle pour le travail du fer et du bois, et d'un cours commercial en 1951.

NIVEAU DE VIE

L'indice du coût de la vie, basé sur le budget familial type d'un ménage autochtone sans enfant, est passé de l'indice 100 en 1949 à l'indice 163 en 1953.

AMENAGEMENT DES CAMPAGNES, URBANISME ET HABITAT

Un plan d'urbanisme approuvé pour Djibouti est en cours d'exécution depuis 1951. De nombreux travaux d'assainissement, de voirie et d'édilité ont été réalisés dans le cadre des deux plans du FIDES depuis 1947. Le problème du logement urbain s'est

/...

posé avec acuité à la suite de l'extension des installations du port de Djibouti. Une première tranche de travaux portant sur une centaine de logements a été réalisée de 1947 à 1951. Depuis 1951, la Société immobilière de Djibouti (SID) exécute un programme de constructions dans les faubourgs autochtones de Djibouti, qui porte sur 2.000 logements destinés à la location simple ou à la location-vente. Elle a réalisé en partie ce programme et a étendu son activité à des aménagements à l'intérieur du territoire.

L'intervention des crédits provenant du FIDES dans ce domaine se chiffre à 1.127 millions de francs métropolitains de paiements effectués de 1947 à 1957.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE ET TRAITEMENT DES DELINQUANTS

En vue de trouver une solution au problème de l'enfance délinquante, un centre d'éducation surveillée a été institué en 1952, destiné à recevoir soit les mineurs vagabonds de sexe masculin dont le placement résulte d'une ordonnance du président du tribunal, soit les mineurs délinquants acquittés comme ayant agi sans discernement et confiés à cet établissement par jugement du tribunal pour enfants et adolescents. Depuis l'ouverture de cet établissement qui comptait 122 détenus en 1956, on a pu constater une diminution de la criminalité juvénile surtout en ce qui concerne le vol, délit le plus fréquent.

SANTE PUBLIQUE

Les services sanitaires sont dirigés par un directeur de la santé publique. Les activités du service de santé se sont surtout concentrées à Djibouti où vit une grande partie de la population qui est particulièrement vulnérable aux agents de contamination venus de l'extérieur. Toutefois, la partie de la population qui se trouve dispersée dans le territoire n'a pas été négligée. Dès 1947, deux petits centres de brousse ont été pourvus de dispensaires, et, deux postes d'infirmiers ont été installés à l'intérieur du territoire. Au cours des années, ces formations rurales ont bénéficié d'améliorations notables et en 1956 elles pouvaient fonctionner en dispensaires polyvalents donnant les soins à la population des agglomérations principales et aux nomades des environs. Une équipe mobile créée en 1953 et utilisant des jeeps assure les soins médicaux aux tribus nomades.

/...

Les dépenses sur budgets ordinaires sont passées de 12,8 millions de francs Djibouti en 1947 à 103,1 millions en 1953 et 130,5 millions en 1956. Les crédits du FIDES accordés depuis 1946/1947 pour le développement des services sanitaires se sont élevés, au 30 juin 1957, à 234 millions de francs Djibouti.

L'hôpital principal de Djibouti qui, en 1947, ne disposait que de 189 lits, a été complètement rénové en 1953 grâce aux crédits du FIDES. Il est actuellement pourvu d'installations techniques complètes et modernes, comportant 520 lits en 1956. Ses services comprennent la médecine générale et la chirurgie, les spécialités otorhinolaryngologiques, l'ophtalmologie, la stomatologie; ainsi que des laboratoires de radiologie et de bactériologie; une pharmacie, un cabinet dentaire. En plus des quatre dispensaires ruraux déjà mentionnés, il existe un dispensaire urbain polyclinique et un dispensaire antituberculeux. Enfin, des services spécialisés au nombre de sept en 1956 contre trois en 1948, fonctionnent pour les accouchements, la tuberculose, les maladies contagieuses, la lèpre et la psychiatrie, disposant au total de 202 lits en 1956, contre 34 en 1948.

Le personnel du Service de santé comprenait en 1956 : quatre médecins et un pharmacien, nombre inchangé depuis 1947; vingt-six dentistes, dont vingt-cinq diplômés locaux, contre deux en 1947 et un en 1953; une sage-femme; vingt-deux infirmiers et infirmières diplômés d'Etat contre dix-neuf en 1953. En outre, deux médecins, deux pharmaciens, une sage-femme, un infirmier et une infirmière exercent leur profession à titre privé. Des infirmiers diplômés locaux sont formés dans une école d'infirmiers fonctionnant en marge de l'hôpital principal.

La tuberculose demeure le principal problème sanitaire atteignant 15 pour 100 de la population en particulier en milieu urbain, où 72 pour 100 des enfants âgés de douze ans ont une cuti-réaction positive. Dans la lutte contre cette maladie sociale, un plan de cinq ans a été mis au point en 1956, comportant le traitement, le dépistage intensif et les vaccinations de masse. Le paludisme est inexistant en zone urbaine mais existe dans certaines zones rurales où la chimioprophylaxie a récemment donné des résultats favorables. La syphilis bien qu'assez répandue ne constitue pas un fléau social, le contrôle sévère de la prostitution en limitant le développement.

/...

CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

Le Service de l'enseignement est dirigé par un inspecteur de l'enseignement primaire.

La politique de l'enseignement, élaborée après la guerre, était d'assurer la plus large diffusion de l'instruction et de développer l'enseignement professionnel. Des écoles ont été construites partout où un nombre suffisant d'élèves a pu être réuni. L'ancienne école publique de Djibouti, devenue insuffisante en 1947, a été complétée par un groupe scolaire achevé en 1951 et comprenant un ensemble de bâtiments modernes. Des centres scolaires ont été ouverts dans les chefs-lieux des quatre circonscriptions administratives. Tous les établissements reçoivent des enfants européens ou autochtones dans la limite des places disponibles. Le programme des études est celui des écoles métropolitaines adapté aux conditions locales. Le taux de scolarisation était de 24,2 pour 100 en 1956, contre 9,3 pour 100 en 1946 et 18,6 pour 100 en 1951. La proportion des effectifs des filles par rapport à l'effectif total était de 12 pour 100 en 1946, de 15,6 pour 100 en 1951 et de 24,1 pour 100 en 1956.

Les pourcentages des dépenses budgétaires consacrées à l'enseignement dans les budgets globaux sont passés de 1,2 pour 100 en 1946 à 2 pour 100 en 1951 et 4,7 pour 100 en 1956.

Les crédits du FIDES sur le premier plan se sont montés au total à 184 millions de francs métropolitains pour l'enseignement public et 21 millions pour l'enseignement privé; sur le deuxième plan, les crédits accordés au 30 juin 1957 pour le développement de l'enseignement primaire se sont élevés à 24,6 millions de francs métropolitains.

Le développement de l'enseignement s'est particulièrement manifesté depuis 1949. En 1947, il n'y avait qu'une seule école publique officielle avec 400 élèves et quelques écoles privées. En 1956, l'enseignement du premier degré comprenait quinze écoles dont douze publiques avec 1.190 élèves et trois privées avec 700 élèves, soit au total 1.890 élèves. Un premier cycle secondaire a été ouvert en 1949, suivi par une cinquantaine d'élèves en 1953 et soixante-dix-sept en 1956. L'enseignement du deuxième degré comprenait en 1956 : trois écoles dont une publique avec soixante-dix-sept élèves et deux privées avec soixante-seize élèves, soit un total de 153 élèves. Des bourses d'étude sont accordées aux élèves poursuivant leurs études secondaires en France et en Ethiopie.

/...

L'enseignement technique, auquel on a ajouté une section de navigation en 1954 et une section commerciale en 1956, est dispensé dans un établissement public et deux établissements privés. Il comptait une centaine d'élèves en 1956. En outre, des sections d'apprentissage forment une main-d'oeuvre qualifiée.

Une section normale créée en 1956 assure la formation professionnelle des instituteurs adjoints et le perfectionnement des moniteurs de l'enseignement primaire qui sont formés dans un cours pédagogique.

Le personnel enseignant dans l'enseignement public s'élevait à 70 en 1956, contre 18 en 1947 et 49 en 1953.

Des cours d'adultes fonctionnant dans les écoles s'efforcent de réduire le nombre des illettrés relativement élevé en raison du nomadisme d'une grande partie de la population. Un journal d'informations hebdomadaires est publié à Djibouti. Il y a deux cinémas. Un poste de radiodiffusion émet en français, arabe et en langue afar et somalie.
